Scandale de l'opposition marque panorama politique au Venezuela

Caracas, 17 avril (RHC) Des révélations présentées cette semaine sur les manœuvres d'un secteur de l'opposition dirigé par l'ancien député Juan Guaidó, pour s'approprier plus de 53 millions de dollars séquestrés à l'État vénézuélien dans des banques des États-Unis, marquent aujourd'hui le paysage politique de la nation sud-américaine.

Le Président de l'Assemblée nationale, le Parlement, Jorge Rodriguez, a diffusé, au cours d'une conférence de presse les audios d'une réunion entre membres du G4 -groupe d'organisations de l'aile la plus radicale de l'opposition- pour établir un budget qui devrait être approuvé par le Bureau de contrôle des avoirs étrangers du Département du Trésor des États-Unis.

L'ancien député de Volonté Populaire Sergio Vergara, qui a signé avec Guaidó le contrat avec la société de sécurité américaine Silvercorp pour organiser l'opération Gédéon, visant à perpétrer un magnicide et un coup d'État au Venezuela.

Le 23 janvier 2019, Juan Guaidó s'est autoproclamé président en charge du pays, un acte soutenu par l'administration nord-américaine de Donald Trump et qui a ouvert les portes au blocage de milliards de dollars de biens et d'actifs de l'État.

Depuis lors, ce secteur politique a conspiré pour dépouiller le Venezuela d'importants biens à l'étranger, tels que la société pétrolière Citgo (États-Unis), la pétrochimie Monomères (Colombie) et les réserves d'or à la Banque d'Angleterre. Le montant de 53 millions de dollars servirait à couvrir les dépenses du gouvernement parallèle inexistant, ainsi que des domaines d'action tels que la défense de la démocratie, les affaires étrangères et les communications, entre autres.

De même, lors de la dernière session ordinaire de l'Assemblée nationale, le président a demandé l'incorporation des auditions de preuves dans le dossier de plaintes élaboré par la commission spéciale désignée pour enquêter sur d'éventuelles infractions commises contre le patrimoine du pays par la législature précédente.

Rodriguez a en outre averti les entreprises nationales et internationales des conséquences juridiques découlant de la fourniture de services au prétendu gouvernement en charge de Guaidó, lesquels seraient payés avec des fonds provenant d'avoirs bloqués à la nation.

La commission parlementaire chargée des enquêtes sur les irrégularités commises pendant la période législative 2016-2021 prévoit de citer à comparaître une centaine d'individus impliqués dans ces actions.

Source : Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/254377-scandale-de-lopposition-marque-panorama-politique-au-venezuela

Radio Habana Cuba